

AMNESTY PUBLIE UN RAPPORT POUR LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Mobilisation pour la femme au nom des droits de l'homme

A l'occasion de la journée internationale de la femme, ce mercredi, Amnesty International a publié hier un rapport intitulé « Une égalité de droits » qui décrit les trois domaines où les femmes courent le plus de risque: pendant les guerres, dans la répression de leurs activités militantes, et dans les conséquences des discriminations sexistes. L'organisation de

défense des droits de l'homme estime que la situation des femmes, « victimes invisibles des années 90 », ne cesse d'empirer. Cette campagne coïncide avec le Sommet mondial pour le développement social – qui se tient jusqu'à dimanche à Copenhague – et où l'ONU constate que la femme est la première victime de la pauvreté dans le tiers monde

Quand, en 1970, la journaliste Clara Zetkin lança à Copenhague l'idée d'une « journée des femmes », elle ne se doutait pas que cette journée allait devenir une institution, rythmant une marche vers l'égalité des droits officialisée par les Nations unies en 1977, et en 1982 par la France. Quatre-vingt-cinq ans plus tard, le sommet mondial sur le développement social qui se tient depuis lundi dans cette même capitale danoise est l'occasion de rappeler que la lutte pour l'égalité sociale et économique entre les sexes reste un combat d'actualité.

Au moins les femmes des pays industrialisés ont-elles obtenu, au fil des ans, le droit à la parole, au travers notamment du droit de vote. Mais dans la majorité des pays, des femmes de toutes cultures et de toutes classes sociales sont encore victimes de discriminations, sinon de violences, parfois inscrites dans les législations nationales. A l'occasion de la Journée internationale de la femme, ce mercredi, Amnesty International publie un rapport dénonçant les violations délibérées de leurs droits, qui en font, selon l'organisation internationale, les « victimes invisibles des années 90 ».

Le viol, « arme de guerre » au Rwanda

« Pour des millions de femmes, le début des années 90 a été marqué par la terreur, les privations et la nécessité impérieuse de lutter pour la justice », constate Amnesty. En Algérie, en Bosnie-Herzégovine, au Rwanda ou à Sri Lanka, les femmes – et les enfants – sont les premières victimes des violences. Une mission financée par la Fondation

de France qui s'est rendue au Rwanda du 26 décembre au 5 janvier est revenue en dénonçant l'utilisation systématique du viol comme « arme de guerre ». Ces viols, selon le rapport de la mission, « ont été pratiqués de manière systématique et ont été, semble-t-il, programmés dans toutes les régions où les milices ont délibérément massacré les civils et fait régner la terreur entre le 6 avril et le 12 juillet 1994 ». S'il est impossible de chiffrer le nombre des femmes qui en ont été victimes, « il semblerait que presque chaque femme adulte ou chaque adolescente pubère ayant été épargnée d'un massacre par des miliciens ou des militaires ait été violée ».

Amnesty International confirme cette pratique qui ne date pas d'hier. Les textes internationaux (conventions de Genève) qui régissent le droit de la guerre interdisent le viol depuis maintenant un demi-siècle. Rares sont pourtant les gouvernements ou les groupes armés qui prennent des mesures pour contenir leurs troupes. Au contraire. Il ne s'agit pas d'une simple conséquence, « les femmes sont violées parce que leurs corps sont considérés comme une part du butin, comme les légitimes dépouilles de la guerre », poursuit le rapport.

Elles représentent également la plupart des réfugiés et des personnes déplacées, selon Amnesty. Entre 1981 et 1993, le nombre des réfugiés dans le monde est passé de 8 millions à plus de 20 millions. Plus de 80% d'entre eux sont des femmes et des enfants. Les femmes sont aussi, plus que les hommes, victimes de la violence d'É-

tat. « Les femmes qui vivent dans le sud-est de la Turquie en savent quelque chose », note Amnesty International, qui cite les nombreux cas de violence à déplorer depuis qu'en juillet 1993 Ankara a déclaré la « guerre totale » au Parti des travailleurs du Kurdistan. Dans les conflits qui opposent gouvernements et groupes armés en Amérique latine ou en Asie, les femmes sont souvent prises en étau et « utilisées » comme moyens de pression.

De façon générale, note l'organisation de défense des droits de l'homme,

« jusqu'à ce jour, les gouvernements ont plus ou moins ignoré les violations des droits de l'homme à l'encontre des femmes et ont parfois donné leur feu vert à leur torture ou leur viol par des policiers ou des soldats ». Selon l'organisation, « les gouvernements envoient maintenant des signaux inquiétants montrant qu'ils veulent limiter – au lieu de promouvoir – les droits civils et politiques des femmes ».

Les exemples des discriminations dont les femmes sont couramment – et surtout légalement – victimes ne manquent pas. En Égypte, un homme est susceptible d'être pardonné s'il tue sa femme après l'avoir surprise en flagrant délit d'adultère. En Iran ou au Soudan, elles risquent la flagellation si elles ne se plient pas à un code vestimentaire précis. Au Pérou, des femmes sont emprisonnées pour « terrorisme » parce qu'elles ont un parent membre de l'opposition armée.

Amnesty a l'intention d'adresser des pétitions aux gouvernements leur de-

mandant d'appliquer un programme en quinze points sur la promotion et la protection des droits des femmes. L'organisation internationale estime également que la Conférence mondiale sur les femmes de Pékin devrait être l'occasion de reconnaître la responsabilité des gouvernements quant aux violations des droits des femmes par les forces de l'ordre. Ceux-ci doivent, selon Amnesty, reconnaître expressément que toutes les garanties des droits de l'homme s'appliquent aux femmes.

M.-L.C.

REPÈRES

Pauvreté et guerre, les femmes en première ligne

Pauvreté. Sur les 1,3 milliard de personnes qui, dans le monde, vivent dans le dénuement le plus complet, 70% sont des femmes.

Mortalité maternelle. 500.000 femmes meurent chaque année des suites d'une maternité, principalement dans les pays pauvres.

Analphabétisme. Sur un milliard d'analphabètes dans le monde, les deux-tiers sont des femmes.

Réfugiés. Sur les 20 millions de réfugiés recensés en 1993, plus de 80% sont des femmes et des enfants.

Le 8 mars au Rwanda

Une cérémonie nationale sera célébrée dans le village martyr de Ntarama, au sud de Kigali, où des milliers de femmes et d'enfants ont été tués en 1994. Une marche en mémoire des victimes du génocide et une parade de femmes militaires seront organisées. En outre, chaque préfecture a été invitée à préparer des festivités, destinées à recueillir des fonds en faveur des orphelins.

Le 8 mars en Algérie

Un « tribunal contre l'intégrisme » réuni aujourd'hui à Alger par une organisation féministe jugera symboliquement les « crimes des islamistes » ainsi que leurs chefs, notamment les dirigeants du Front islamique du salut, Abassi Madani et Ali Benhadj.

Le 8 mars en France

Journée portes ouvertes à l'Unesco à Paris.

Cinq questions aux candidats à la présidentielle seront posées par l'Assemblée des femmes (une centaine d'avocates, d'actrices, d'écrivains, de personnalités politiques): quelles mesures concrètes comptent-ils prendre en matière de chômage et d'égalité professionnelle, de représentation politique, de liberté de choix en matière de procréation, de défense des droits des femmes dans l'UE et de solidarité internationale contre l'intégrisme.

Réunion à la Sorbonne consacrée à « une nouvelle organisation de la société ». Manifestation à Paris en fin d'après-midi à partir de Saint-Germain-des-Près, à l'appel d'une vingtaine d'associations en solidarité avec les femmes victimes de violences dans le monde.

La Conférence de Pékin

Convoquée par les Nations Unies du 4 au 15 septembre 1995, la 4^e Conférence mondiale sur les Femmes fait suite à la Conférence mondiale du Caire sur la population de 1994 et au sommet sur le Développement social qui se tient jusqu'au 12 mars à Copenhague.

L'Africaine, parente pauvre

La pauvreté se féminise, notamment sur le continent noir où la femme assume à la fois la charge du foyer et les tâches de la société rurale. L'espoir, comme au Burkina, passe par la diffusion d'une nouvelle idée de la famille.

Burkina-Faso, envoyée spéciale

► SEULE, ASSISE À MÊME LE SOL, Pauline s'accroche des deux mains aux barres métalliques qui encadrent la « table de travail », un bloc de ciment brut. Dans quelques heures, cette jeune femme de 30 ans au visage fatigué et aux mains durcies d'avoir trop pilé le mil, va mettre au monde son cinquième enfant, dans une petite salle nue et obscure. Dans la pièce d'à côté, les affiches colorées du planning familial disent en français qu'« un homme avisé planifie sa famille ». La matrone de ce petit dispensaire d'un village situé à une quarantaine de kilomètres de Ouagadougou hoche la tête: « Les hommes ne comprennent pas... ». Le chef du groupe de villageois qui gère le dispensaire plaisante gentiment: « Quand une femme est fatiguée, on en prend une autre... » Il a 59 ans, neuf enfants, et dit qu'il « peut » en avoir d'autres: « Les plus grands

des enfants s'occuperont des petits. C'est comme ça. » Grâce aux petits centres médicaux que le gouvernement burkinabe s'emploie à créer dans les villages, des infirmiers reçoivent désormais femmes et hommes et ici, on sait déjà depuis plusieurs années ce qu'est la planification familiale. Avec la diffusion des médicaments gé-

ériques - trois fois moins chers que les produits de marque - proposés par la pharmacie du village: la plaquette de pilules est vendue 100 francs CFA (1 franc fran-

REPORTAGE

MARIE-LAURE COLSON

çais), le préservatif 10 CFA (10 centimes), et la pose du stérilet 1.000 CFA (10 francs). Mais c'est encore trop cher pour les femmes, il faudrait demander au mari. Un infirmier avoue qu'après trois ans de planification familiale, il estime que 2,6% des villageoises utilisent une méthode de contraception moderne. C'est « culturel », affirme-t-il.

Dehors, sous le soleil, des femmes font la queue pour puiser de l'eau. Dans certains villages, elles attendent ainsi dix, quinze heures, leur tour d'eau, avant de repartir, bidon rempli sur la tête, des kilomètres dans les jambes. On en rencontre d'autres à vélo sur la route, le bébé emmaillotté au dos, pédalant contre les rafales de l'harmattan, pour transporter jusqu'au prochain marché la lourde jarre de terre que l'on fabrique ici. Elles les vendent 600 ou 700 francs CFA (6 ou 7 francs français). Elles reviendront le soir, pour s'occuper des jardins. Plus tard, quand il fera nuit, certaines auront encore le courage d'aller suivre un cours d'alphabétisation, à la lueur d'une lampe-tempête.

La pauvreté se féminise, tous les documents disponibles au Sommet mondial du développement social, qui se tient depuis lundi à Copenhague, le confirment. Sur les 1,3 milliard de personnes qui de par le monde vivent dans le dénuement, 70% sont des femmes, et leur nombre augmente plus rapidement que celui des hommes. Plus de 550 millions de femmes, habitant des zones rurales, vivent avec moins de 370 dollars par an, le seuil de pauvreté fixé par la Banque mondiale. En Afrique, c'est une personne sur deux, en majorité des femmes. 80% de celles qui ont une activité économique travaillent dans l'agriculture. Contribuant largement à la sécurité alimentaire, elles assurent également l'essentiel de l'approvisionnement en eau potable et en bois. D'elles dépendent aussi l'état de santé et l'éducation des enfants, et, plus largement, le contrôle de la croissance démographique, qui grève des budgets sociaux déjà maigres.

Le Burkina, comme nombre d'autres pays africains, place beaucoup d'espoir dans l'implantation de dispensaires villageois pour diffuser l'idée d'une famille plus équilibrée, qui libérerait les femmes d'une charge qui leur incombe en totalité. Les moyens en matériel sont restreints, et les médecins responsables chacun, en moyenne, de 100.000 personnes, dont la moitié a moins de 14 ans. Mais leur présence, l'implication des villageois dans la gestion des centres et pharmacies locaux, sont en train de changer lentement les mentalités. Dans ce pays où 70% des enfants de moins de 3 ans souffrent de malnutrition légère, les femmes les plus jeunes sont de plus en plus nombreuses à dire que « quatre enfants, c'est assez ». Et les hommes de la même génération, de moins en moins nombreux à prendre une seconde femme quand la première est trop « fatiguée » pour leur donner davantage d'enfants, sont conscients qu'il s'agit d'une charge économique qu'ils ne pourront assumer: « Dans le temps, on disait que les enfants cultivaient pour les parents. Maintenant, ce sont les parents qui cultivent pour les enfants. » ♦

Depuis le début des affrontements entre islamistes et forces de l'ordre, 250 à 300 femmes auraient été tuées. Célibataire occidentalisée ou mère pleurant deux fils ennemis, elles sont devenues des cibles, pour les deux camps.

Algériennes entre deux feux

► À PARIS DEPUIS QUELQUES JOURS «pour respirer un peu», Nacéra, 35 ans, jupe au genou et veste courte, a le sentiment d'avoir «perdu». Pendant deux ans, elle avait fait la sourde oreille à tous les conseils de ses amis. Deux ans à refuser de quitter l'immeuble dans lequel elle habite, seule, aux Eucalyptus –un des quartiers les plus «chauds» d'Alger–, et à continuer à travailler.

Elle se savait «protégée» par ses bonnes relations avec les voisins et une sorte de solidarité non dite «fabriquée par le temps et la quotidienneté» avec les gosses de la maison. Elle avait bien vu au fil des mois les rapports se tendre et les visages se durcir. Mais elle n'y trouvait pas raison suffisante à déménager. Comme si rester était une manière de résister qui ne disait pas son nom ou un refus d'entériner cette réalité qui lui fait horreur et qui tient en quelques mots: «Ne plus avoir sa place ici».

Imperceptiblement, depuis un peu moins d'un an, les visages fermés sont devenus hostiles, les discussions avec les voisins de plus en plus difficiles, avant d'être carrément impossibles. Une évolution parallèle à la logique d'un cycle de violence où répression sans limites et folie meurtrière des islamistes se nourrissent l'une l'autre tout en générant des haines inexpiables.

«J'ai commencé à sortir le moins possible, à raser les murs... J'ai senti que je ne pouvais plus compter sur les solidarités de quartier car désormais chacun est renvoyé à l'image qu'il représente. Femme, seule et occidentalisée, j'ai eu, pour la première fois, la conscience physique que j'étais désormais une cible, que je pouvais être liquidée à n'importe quel moment et qu'il n'y avait plus aucune protection.»

Pour Nacéra, la balle qui «[lui] est destinée peut venir n'importe quand et de n'importe où: des isla-

mistes qui n'ont besoin de personne pour s'en prendre au symbole que mon apparence physique et mon style de vie représentent, ou de provocateurs qui savent combien "tuer une femme" est payant médiatiquement».

Assia, mariée, deux enfants, est tout aussi fragilisée, même si elle se sent «encore protégée par [son] environnement». «Mais quand tu as faim et que tu donnes

Dalila raconte le zaouadj el moutaa (mariage de jouissance) de l'une de ses connaissances. A plusieurs reprises, des groupes armés islamistes ont enlevé des femmes et les ont soumises à cette pratique jusque-là inconnue en Algérie qui autorise une union temporaire. «Au bout de dix jours, ils l'ont ramenée chez elle et ont menacé son mari de mort s'il s'avisait de la répudier.»

Aujourd'hui, même à Alger, Dalila a peur et pense à quitter le pays. Parce qu'elle est une femme et que son frère «fait de la politique». «Aujourd'hui, je me demande à quoi ça sert... Même si tout cela s'arrête, quelle société allons-nous retrouver après toutes ces tueries?»

D'une voix blanche, Dalila parle d'un collègue de travail dont elle était très proche et qui a été assassiné récemment «sous prétexte qu'il était communiste». «Parfois, c'est vraiment difficile de ne pas être "éradicateur", lance-t-elle avant d'ajouter: «Mais si ça finit un jour, on ne pourra pas oublier. Pour pouvoir revivre ensemble, il faudra qu'"ils" paient.» À la question «qui?», Dalila s'insurge, comme s'il s'agissait d'une demande insultante: «Mais le pouvoir! Qui nous a mis dans cette situation et qui est incapable de nous en sortir.»

Comme tant d'autres, Dalila rêve d'une seule chose: la fin d'un cauchemar à laquelle elle croit pourtant de moins en moins. Peut-être à cause de sa propre ambivalence. Le jour, elle se révolte «contre l'intolérance», lorsqu'il faut se cacher pour fumer une cigarette pour ne pas qu'un islamiste y voie le signe d'une «femme de mauvaise vie»; à l'aube, les cadavres laissés sur les routes «pour l'exemple» par des forces de l'ordre qui «massacrent des innocents pour venger leurs propres morts» lui font dire qu'elle «ne peut pas être pour cette paix-là». ♦

PORTRAITS

JOSÉ GARÇON

deux ou trois fois le Smic à un gosse pour tuer...» Ouardia, de son côté, ne supporte plus cette tension «dont les islamistes sont les premiers responsables». Elle avoue «vouloir brûler les yeux de ces types avec une cigarette» chaque fois qu'elle les voit sur un écran de télévision.

À 60 ans, Soual s'obstine à aller le plus souvent possible au cimetière où sont enterrés ses deux fils. Image d'un drame sans fin. «À la maison, ils se disputaient sans arrêt à cause de la politique, du voile que la sœur ne voulait pas porter. Ces derniers mois, bien sûr, les relations se sont tendues, mais le plus important, c'est qu'ils ont continué à manger à la même table.» Jusqu'à la rupture. Jeune soldat, Djamel a été tué à un faux barrage par les islamistes, peu de temps après que son frère «soit monté au maquis».

Médecins, Dalila et son mari ont récemment quitté Jijell, un fief islamiste «où la vie était impossible, sauf à porter le voile et à arrêter de travailler, ce à quoi je ne me résoudrai jamais». Ils sont venus s'installer à Alger. Lentement, presque froidement,